



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025<sup>221</sup> du 13 JUIN 2025, mettant en demeure la société MAZEAU RECYCLAGE SAS de respecter l'article 4.3.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2015-142 du 3 août 2015 pour les installations classées qu'elle exploite 35, route du Bassin n°6 à Gennevilliers,

**Le préfet des Hauts-de-Seine,**

**Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**Vu** le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal GAUCI, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

**Vu** le décret du 31 octobre 2024, portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

**Vu** l'arrêté préfectoral DRE n°2015-142 du 3 août 2015 autorisant les établissements MAZEAU RECYCLAGE SAS à exploiter une zone de transit multimodal de métaux et de matériaux issus de la démolition, en vue de leur recyclage au 35, route du Bassin n°6 à Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté SGAD n°2024-50 du 18 novembre 2024, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 6 mai 2025 dans l'établissement de la société MAZEAU RECYCLAGE SAS sis au 35, route du Bassin n°6 à Gennevilliers,

**Vu** le rapport du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 15 mai 2025 constatant, à la suite de la visite du 6 mai 2025 précitée, le non respect de l'article 4.3.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2015-142 du 3 août 2015 précité relatif à l'aménagement des ouvrages de rejet,

**Vu** le même rapport du 15 mai 2025, proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société, afin de respecter les dispositions réglementaires précitées,

**Vu** le courrier en date du 15 mai 2025 de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours, à compter de la réception du courrier,

**Vu** l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

**Considérant** que l'inspection des installations classées, lors de la visite qu'elle a réalisée le 6 mai 2025, a constaté l'absence d'aménagement accessible suffisant afin de permettre à des organismes extérieurs de pouvoir intervenir pour réaliser les mesures des débits des effluents en méconnaissance de 4.3.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2015-142 du 3 août 2015 précité,

**Considérant** que le non respect de cette disposition constitue une non-conformité notable,

**Considérant** qu'il est nécessaire de protéger les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La société MAZEAU RECYCLAGE SAS, représentée par son directeur, pour son établissement situé au 35, route du Bassin n°6 à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 4.3.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2015-142 du 3 août 2014,

La société doit prendre les mesures nécessaires afin que soient prévus sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides, un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points doivent être :

- aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées,
- implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

### **ARTICLE 2 :**

En cas de non-respect des dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours non contentieux prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

### **ARTICLE 4 : Publication**

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

### **ARTICLE 5 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet  
Pour la préfète, 

Pascal CAUCI